

A .LE MONDE CONTEMPORAIN**1^{re} PARTIE : LE MONDE AU LENDEMAIN DE LA SECONDE GUERRE MONDIALE****Leçon 1 : LES CONSEQUENCES ET LES REGLEMENTS DE LA SECONDE GUERRE MONDIALE****Introduction**

L'année **1945** a été un grand tournant dans la Seconde Guerre mondiale. Le **8 mai 1945** à Berlin et le **2 septembre** dans la baie de Tokyo, sont signées les deux capitulations sans conditions de l'Allemagne et du Japon. Les peuples du monde sortent d'une période de crise et tension d'une part ; d'autre part s'ouvre une nouvelle période pleine d'espoir, de paix, de stabilité et de prospérité dans les relations internationales. Mais les vainqueurs comme les vaincus devaient d'abord tirer le **bilan très lourd** du second conflit mondial et ensuite prendre part à toutes les décisions opportunes aux plans politique, économique, social et culturel afin de dégager de **nouvelles perspectives** dans les relations internationales.

1. Le bilan tragique de la Seconde Guerre mondiale**1. Le bilan humain : une hécatombe démographique**

Avec **50 à 60 millions** de victimes, la Seconde Guerre mondiale a été plus longue et plus meurtrière que la Première qui avait fait **10 millions** de morts. La deuxième Guerre mondiale apparaît clairement comme le conflit le plus sanglant de toute l'histoire de l'humanité. En outre, les pertes humaines ont été plus étendues à la population civile en raison des bombardements aériens, mais aussi à cause de l'occupation brutale de l'ennemi et des massacres de tous ordres (**33 à 34 millions** de civils tués). L'Europe, le plus important champ de bataille, a été le continent le plus touché, particulièrement dans sa partie orientale. En effet, l'URSS a enregistré **20 millions** de morts, la Pologne **6 millions**, la Yougoslavie près de **2 millions**.

Quant aux Etats-Unis, leurs pertes humaines et matérielles ont été modestes (**295 000** morts). En effet, ils n'ont connu au cours de leur histoire qu'une véritable

guerre, la **guerre de Sécession** qui avait fait **300 000** victimes et des pertes matérielles considérables (**1861-1865**).

En Asie, la Chine et le Japon ont enregistré un grand nombre de victimes surtout civiles en raison de la longueur exceptionnelle de la guerre qui s'est étendue dans cette région de **juillet 1937 à septembre 1945**.

Sur le plan social, la **communauté juive** a été le groupe social le plus touché car les estimations font état de **6 millions** de Juifs tués sur une population totale de **8 millions** en Europe. Les Juifs échappés de justesse au **génocide des Nazis** qui ont mis en œuvre dès **janvier 1942** la « **solution finale** » du problème juif (à la suite de la Conférence de **Wansee**, près de Berlin, **20 janvier 1942**, préparée par **Reinhardt Heydrich « Le Boucher »**, chef adjoint des **SS** sur la demande de **Goering** en 1941).

A ces pertes directes causées par la guerre, il faut ajouter les pertes indirectes liées à la diminution des naissances (phénomène des classes creuses), à l'augmentation de la mortalité en raison des conditions de vie précaires et de la sous-alimentation généralisée. Par ailleurs, le monde a connu durant la guerre d'importants transferts de populations à travers l'exode des civils, les déportations des Juifs et des prisonniers de guerre, les réquisitions de travailleurs. On estime le nombre de personnes déplacées en Europe durant le conflit à environ **30 millions**.

2. Le bilan financier et matériel

Le bilan matériel et financier de la Seconde Guerre mondiale est amer. On a qualifié le second conflit mondial de **guerre totale** dans la mesure où les ressources et le matériel de production ont été utilisés jusqu'à l'extrême limite de l'usure. Les **dépenses militaires** ont été considérables (plus de **1 000 milliards** de dollars). Par exemple les Etats-Unis ont dépensé **32 milliards** de dollars lors de la Grande Guerre contre **340 milliards** lors de la Seconde Guerre mondiale. Les **destructions matérielles** ont été énormes. En **1945**, l'Europe est un amoncellement de ruines : l'URSS à la suite de la tactique de la « terre brûlée », l'Allemagne, la France et les Pays-Bas sont les plus touchés. En URSS par exemple, **1 700** villes, **70 000** villages et **6 millions** de maisons sont endommagés ou détruits. La Pologne et la Yougoslavie ont

perdu **38 %** de leur potentiel industriel. Des villes entières sont à reconstruire après les bombardements : Varsovie, Stalingrad, Hambourg, Dresde, Caen, Coventry, Hiroshima, Nagasaki, etc. Les **communications** sont désorganisées : les **chemins de fer** sont particulièrement atteints ainsi que les **ponts** et les **routes**.

Le **financement de l'effort de guerre** considérable a pris plusieurs formes : privations, généralisation de l'impôt, recours à l'emprunt extérieur... Tout cela eut comme conséquence un **endettement massif** de certains pays belligérants, en particulier ceux de l'Europe vis-à-vis des Etats-Unis. D'ailleurs, les Etats-Unis et, dans une moindre mesure, l'URSS, le Brésil, l'Argentine, l'Australie ont profité de la guerre pour développer leurs économies. Par contre, pour les pays appauvris et ruinés par le conflit, c'est immense **effort de reconstruction** qui s'impose.

3. Le bilan moral et politique

C'est essentiellement sur le plan moral que la Seconde Guerre mondiale eut des répercussions très lourdes, l'ensemble des valeurs attachées à la civilisation étant remises en question. En effet, méprisant les droits humains, le conflit se caractérisa par la barbarie, l'emploi généralisé de la torture, les régimes politiques de terreur, la hantise de la bombe atomique. Le second conflit mondial restera longtemps comme le **symbole de la dégradation** de la conscience humaine. D'après **André Malraux**, durant la guerre, l'homme a rivalisé avec l'enfer et donné des leçons au diable. Quant à **Albert Camus**, il affirme que « *la civilisation mécanique vient de parvenir à son dernier degré de sauvagerie... Il va falloir choir, dans un avenir plus ou moins proche, entre le suicide collectif et l'utilisation intelligente des conquêtes scientifiques.* »

Pour expliquer cette sauvagerie, il suffit de rappeler l'extermination de **6 millions** d'êtres humains révélée par la découverte des charniers et des camps de la mort avec leurs chambres à gaz et leurs fours crématoires. Les principaux **camps de concentration nazis** qualifiés d'« **usines de la mort** » furent ceux de **Dachau**, **Buchenwald**, **Auschwitz**, **Treblinka**, **Majdanek**, etc. Le choc moral de la guerre aboutit à une **révolte** et à un **engagement** chez de nombreux intellectuels qui représentent l'absurdité du monde, l'angoisse de l'homme devant l'avenir : c'est le cas

de **Jean-Paul Sartre**, de **Pablo Picasso**, de **Paul Valéry**, de **Louis Aragon**, etc. **Sartre** écrit en **1945** : « *La guerre, en mourant, laisse l'homme nu, sans illusion, abandonné à ses propres forces, ayant enfin compris qu'il n'a plus à compter que sur lui* ».

Au plan politique, la guerre a entraîné l'apparition d'un monde nouveau : l'**Europe** est en déclin et n'est plus le centre du monde ; les **Etats-Unis** ont tous les attributs d'une superpuissance ; l'**URSS** meurtrie jouit néanmoins d'un grand prestige militaire et politique ; un puissant **mouvement de décolonisation** commence à prendre forme en **Asie** et en **Afrique**.

Au total donc, le monde de **1945** était un monde meurtri, troublé, dans lequel la paix n'était maintenue que grâce à un équilibre fragile. Par conséquent, des efforts immenses doivent être consentis pour consolider la paix et permettre à l'humanité d'espérer une stabilité durable.

II. Les règlements du conflit

1. Les grandes conférences à trois

a) La Conférence de Yalta (4-11 février 1945) ou la volonté de coopération

Après la **Conférence de Téhéran (28 novembre-2 décembre 1943)**, les trois grandes puissances alliées (Etats-Unis, URSS et Angleterre) se retrouvent à **Yalta**, une station balnéaire soviétique sur les bords de la mer Noire, en Crimée (dans l'actuelle Ukraine). Cette conférence, s'est déroulée du **4 au 11 février 1945**, a réuni les leaders suivants : **Franklin D. Roosevelt**, **Joseph Staline** et **Winston Churchill**. Ces trois dirigeants traduisaient ainsi leur volonté de continuer leur collaboration pour résoudre ensemble les problèmes de l'après-guerre.

La Conférence de Yalta a adopté **trois résolutions majeures** : l'**occupation et le contrôle de l'Allemagne**, la **déclaration sur l'Europe libérée** et le **principe de la création de l'Organisation des Nations (ONU)**.

En ce qui concerne l'Allemagne, les trois puissances conviennent que ce pays sera démilitarisé et divisé en **quatre zones d'occupation** américaine, britannique,

soviétique et française. La ville de **Berlin** sera elle aussi divisée en quatre secteurs d'occupation. Par ailleurs, la Conférence de Yalta a fixé avec précision les frontières de l'Allemagne à l'ouest mais surtout à l'est avec la Pologne avec la **ligne Oder-Neisse**.

La déclaration sur l'Europe libérée a été proposée par **Roosevelt**. Cette déclaration affirmait que des élections libres et démocratiques seraient organisées dans les Etats de l'Europe anciennement occupés par les Nazis. D'ailleurs, ce principe avait été fortement proclamé par la **Charte de l'Atlantique** du **14 août 1941** ; il s'agit du « **droit des peuples à disposer d'eux-mêmes** ».

Au sujet de la création de l'ONU, un accord de principe est conclu entre les trois grandes puissances qui se donnent rendez-vous à **San Francisco** aux Etats-Unis le **25 avril 1945**.

b) La Conférence de Potsdam (17 juillet-2août 1945) ou le temps du compromis

La localité de **Potsdam** est située près de Berlin, en Allemagne, dans la zone d'occupation soviétique. Elle a abrité en **1945** une conférence entre les trois grandes puissances représentées par le soviétique **Staline**, l'Américain **Harry Truman** (qui a remplacé **F. Roosevelt** décédé le **12 avril 1945**) et le Britannique **Clement Attlee** (élu Premier ministre le **28 juillet 1945**). Les principales décisions sont la création d'une **Commission des réparations** devant siéger à Moscou, l'instauration d'un **tribunal à Nuremberg** (symbole des manifestations du III^e Reich) pour juger les criminels de guerre nazis, la **dénazification** et la **démocratisation de l'Allemagne**, la **délimitation des zones d'occupation**.

En ce qui concerne le **procès de Nuremberg**, il s'est déroulé du **20 novembre 1945 au 30 septembre 1946**. **Quatre grands chefs d'accusation** ont été retenus contre les **24 accusés** : **plan concerté ou complot**, **crimes contre la paix**, **crimes de guerre** et **crimes contre l'humanité**. **Douze condamnations à mort** ont été prononcées dont celles de **Ribbentrop** (ministre des Affaires étrangères), de **Rosenberg** (théoricien de la doctrine nazie et ministre du Reich pour les territoires occupés de l'Est), de **Keitel** (chef d'état-major du Haut-Commandement de Wehrmacht), de **Bormann** (secrétaire particulier d'**Adolf Hitler**), de **Goering**

(maréchal du Reich, chef de la Luftwaffe, président du Reichstag), etc. A Potsdam, l'atmosphère n'est pas cordiale. A plusieurs reprises, la réunion a failli être interrompue du fait d'une méfiance croissante. On peut même affirmer que la Conférence s'est terminée en queue de poisson et a consacré la **rupture définitive de la Grande Alliance** entre les Anglo-américains et les Soviétiques.

2. La Conférence de San Francisco (25 avril-26 juin 1945) - création de l'ONU

(Voir document annexe)

3. Les grandes conférences économiques

Le souvenir de la **crise économique des années 1930** a persuadé les économistes et les hommes politiques des méfaits des rivalités commerciales, des politiques protectionnistes et autarciques, du désordre monétaire, etc. D'ailleurs, la Charte de l'Atlantique avait affirmé la nécessité d'une collaboration plus étroite entre les nations sur les plans économique et social. Les efforts déployés dans ce sens ont abouti à la mise en place du **nouveau système monétaire international** avec les **accords de Bretton Woods** signés le **22 juillet 1944** (*la Conférence de Bretton Woods s'est tenue du 1^{er} au 22 juillet et a réuni 44 nations*). La Conférence de Bretton Woods s'organise autour de **deux propositions** :

- le **plan Keynes** soutenu par l'Angleterre qui prévoit la création d'un institut international d'émission monétaire chargé de créer une monnaie de réserve gagée sur la richesse des pays membres ;

- le **plan White**, qui a la faveur des Américains et qui sera finalement adopté. Ce plan propose que la valeur des monnaies soit déterminée en référence au cours de l'or, et que le paiement des transactions internationales puisse être assuré en dollars et en livres sterling, monnaies dont la valeur est elle-même fixée par rapport à l'or. Ce système, qui en outre institue un régime de changes fixes entre les monnaies, fonctionne jusqu'en 1976, date à laquelle les accords de la Jamaïque mettent fin à la

libre convertibilité des monnaies en or, ouvrant une période de changes dits flottants entre les devises.

Les deux principales institutions de Bretton Woods sont le **Fonds monétaire international (FMI)** et le **groupe Banque mondiale**. Le **FMI** a été conçu pour accorder des prêts à court terme aux pays membres ayant des difficultés financières passagères. La **Banque mondiale** devait par contre aider les pays dévastés par la guerre et accorder des prêts à long terme.

Les **accords du GATT** (Accords généraux sur les tarifs douaniers et le commerce), pour une **libéralisation des échanges**, sont signés à **Genève** en **octobre 1947** par **23 nations non communistes** qui assuraient **80 %** du commerce mondial. Créée le **1^{er} janvier 1995**, l'**Organisation mondiale du Commerce (OMC)** reprend à la fois les dispositions du traité originel du GATT et celles de ses révisions, la synthèse étant appelée « **GATT 1994** ». L'**OMC** étend le mandat originel du GATT à de nouveaux secteurs tels que les **services** et la **propriété intellectuelle**. Elle fournit un cadre légal pour l'application des accords du GATT. Comme elle est chargée d'administrer l'acte final de l'**Uruguay Round**, elle perpétue, dans les faits, l'organisation et les décisions du GATT dans une structure renouvelée et plus efficace.

Conclusion

L'URSS, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne ont voulu prolonger leur collaboration pour favoriser la constitution d'une nouvelle économie mondiale et jeter des bases de paix et de sécurité dans les relations internationales. Mais, très rapidement, les calculs des uns et les méfiances des autres ont entraîné une **profonde divisions idéologique du monde**, caractérisée par des antagonismes répétés, parfois violents, avec l'ère de avec la **guerre froide**.

ANNEXE**L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES (O.N.U.)****Introduction**

La **Conférence de San Francisco** a réuni (dans l'auditorium du théâtre Herbst) **51 Etats** dans le but d'élaborer la **Charte des Nations unies**. La nouvelle organisation internationale mise sur pied a son siège à **New York** et entre officiellement en fonction le **24 octobre 1945**, avec comme premier Secrétaire général le Norvégien **Trygve Lie (1946-1962)**. L'**Organisation des Nations unies (ONU)** est une association internationale d'Etats, fondée dans le but de « *maintenir la paix et la sécurité internationales* », de « *développer entre les nations des relations amicales fondées sur le principe du respect du principe de l'égalité de droit des peuples et de leur droit à disposer d'eux-mêmes* », de « *réaliser la coopération internationale en résolvant les problèmes internationaux d'ordres économique, social, intellectuel ou humanitaire* » et d'inciter au « *respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales* ». Comme le formulera plus tard **Henry Cabot Lodge**, ambassadeur des Etats-Unis auprès des Nations unies, l'ONU est vouée, non pas « *à nous mener au paradis* », mais « *à nous sauver de l'enfer* ». La mise au point de l'ONU a été progressive et laborieuse. Son action a été longtemps entravée par la rivalité opposant les Etats-Unis à l'URSS. Ses résultats sont limités ou décevants.

L'ONU fonctionne grâce à **six organes** principaux : l'**Assemblée générale**, le **Conseil de Sécurité**, le **Conseil économique et social**, le **Conseil de Tutelle**, la **Cour Internationale de Justice de La Haye** et le **Secrétariat général**.

I. Le maintien de la paix et de la sécurité internationales

Ce rôle appartient avant tout au Conseil de Sécurité et plus particulièrement des « *Cinq Grands* ». Mais l'Assemblée peut voter des « recommandations » et peut être directement saisie des affaires en cas de paralysie du Conseil (*résolution Acheson*) :

- des **recommandations** concernant le désarmement ou toute autre question touchant la paix (exemple : La question palestinienne). ;
- des **condamnations** : les interventions soviétique en Hongrie et franco-britannique à Suez, par exemple, furent condamnées par l'Assemblée générale ;
- des **interventions armées** : Les troupes de l'ONU se sont dressées contre les « **agresseurs** » nord-coréens et chinois en **1950**. Les « **Casques Bleus** » se sont interposés entre les combattants israéliens et égyptiens dans le Sinaï en **1956** et ont réussi à réduire à néant la sécession katangaise. ;
- l'**arme diplomatique** : le Conseil de Sécurité propose des solutions aux adversaires éventuels (les « **bons offices** » du secrétaire général ou de ses envoyés).

II. Les progrès politiques

a) La décolonisation

L'ONU proclame dans sa Charte « **le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes** ». L'indépendance est ainsi accordée à des territoires sous mandat de la SDN : la Syrie et le Liban en **1947**, le partage de la Palestine et la création de l'Etat d'Israël en **1948**. L'ONU s'est également attelée à la surveillance des territoires non encore autonome en réclamant surtout des « **renseignements** » aux puissances coloniales et en vérifiant si les progrès vers l'aptitude à l'indépendance sont réalisés. En **1957**, l'ONU s'est penchée sur le problème algérien, malgré les protestations de la France qui fit valoir que les « **départements algériens** » ne relevaient que des « **affaires intérieures** » françaises. Par sa **déclaration anticolonialiste de 1960**, la majorité de l'Assemblée générale réclame l'indépendance immédiate pour les territoires encore sous tutelle coloniale.

b) Les droits de l'homme

Dans ce domaine, l'ONU a adopté la **Déclaration universelle des droits de l'Homme** le **10 décembre 1948** (droits à la vie, à la liberté, interdiction de l'esclavage, des détentions et arrestations arbitraires, condamnation de l'apartheid). Mais les grands principes se heurtent le plus souvent à la mauvaise volonté des Etats

soucieux d'éviter l'ingérence de l'ONU dans ce qu'ils appellent leurs « **affaires intérieures** ».

Des droits économiques et sociaux sont reconnus par la Charte, concurremment aux droits politiques, droits à la sécurité sociale, au travail, au repos, à l'éducation, à un niveau de vie suffisant, à la liberté syndicale. L'ONU a souvent montré son impuissance évidente à les faire appliquer mais dispose d'une base juridique qui justifie les efforts de certains organismes comme le BIT, l'UNESCO, etc.

c) Le désarmement

Dans ce domaine, l'échec est encore patent, le **désarmement** ne pouvant se concevoir qu'accompagné de l'établissement de la **sécurité collective** assurée par les Nations unies. La fusion entre les commissions de l'Energie atomique et des Armements classiques – dans l'impasse depuis leur création en **1946-1947** – donna naissance en **1952** à la Commission du Désarmement composée des membres du Conseil de Sécurité. En **avril 1954**, fut désigné un sous-comité du désarmement siégeant à **Londres** et comprenant des délégués des Etats-Unis, de l'URSS, de la Grande-Bretagne, de la France et du Canada. Les difficultés pour trouver un accord conduisirent à l'élargissement du sous-comité. Ainsi un comité de désarmement siégea à **Genève** depuis **1961** mais dut abandonner ses travaux à partir de **1964**. Les trois « **Grands** » (**Etats-Unis**, **Grande-Bretagne** et **Union soviétique**) entament alors des négociations ayant permis la signature de plusieurs accords :

- interdiction des explosions atomiques (sauf les explosions souterraines) en **1963** ;
- utilisation pacifique de l'espace en **1967** ;
- traité de non prolifération des armes nucléaires (TNP) en **1968** ;
- traité de non nucléarisation des fonds marins en **11 février 1971** ;
- accords **SALT 1** (**26 mai 1972**) et **SALT 2** (**18 juin 1979**).

Depuis **1979**, à l'initiative de la France, un nouveau comité de désarmement a recommencé à fonctionner.

d) Le progrès économique

L'**ECOSOC** est appuyé par divers organismes : **BIRD**, **BAT** (Bureau d'Assistance Technique), **FAO**, **PNUD**, etc. Son action concerne :

- l'**assistance technique** : des experts, des bourses d'études, des crédits d'assistance, etc. ;
- une **aide financière** ;
- des **recommandations** pour que les pays riches augmentent leur aide aux pays en développement (objectif : **1 %** de PNB) ;

La **CNUCED**, fondée en **1964** tient des réunions périodiques pour promouvoir un nouvel ordre économique international (**NOEI**).

III. Les insuffisances

L'ONU a été tournée en dérision depuis sa création notamment par les dirigeants des grandes puissances : du « **nid d'agents de l'impérialisme** » de **Staline**, à la « **Maison des morts** » du Président **Reagan**, en passant par le « **machin** » raillé par le général **De Gaulle** (**Claire Tréan**, « Le Renouveau des Nations unies », *Le Monde – dossiers et documents*, janvier 1989). Pendant la guerre froide, l'action de l'ONU a été souvent paralysée par l'utilisation abusive du **droit de veto** de la part des deux **Grands**. Selon **Daniel Colard**, « **de 1945 à 1985, les Etats-Unis ont recours au veto 42 fois, la Grande-Bretagne 23 fois, la France 15 fois, la Chine 4 fois ; l'URSS détient le record absolu avec 116 veto** » (*Les Cinquante ans de l'ONU, un bilan contrasté*, Paris, Défense nationale, 1994).

L'ONU a également montré son incapacité à remplir la première de ses missions : la résolution des conflits. C'est que **Claire Tréan** constate : « **L'Assemblée générale n'avait cessé d'adopter des résolutions, de dépêcher des médiateurs, mais ici le sang continuait de couler** ». En effet, depuis **1945** plus de **130 conflits** ont éclaté dans le monde sans que l'ONU ait été capable d'arrêter les va-t-en-guerre.

Même si la fin de la guerre froide a permis de lever le blocage du système, l'ONU est affaiblie par la disparition du contrepoids que constituait l'URSS. Aujourd'hui, l'Amérique, unique superpuissance, agit souvent de manière unilatérale. L'intervention des Etats-Unis en Irak en **mars 2003** sans l'aval du Conseil de Sécurité en est une parfaite illustration. **Richard Perle**, néoconservateur américain, affirme : *« La réticence du Conseil de Sécurité à entériner l'usage de la force (en Irak) pour appliquer ses propres résolutions (...) a sonné le glas du fantasme vieux de plusieurs décennies qui considérait l'ONU comme le fondement de l'ordre international »* (Le Figaro, 11 avril 2003).

L'action de l'ONU continue d'être suspendue à la volonté politique des Etats-Unis. La composition du Conseil de Sécurité ne reflète plus les rapports de forces internationaux actuels. Aussi certains pays réclament-ils avec insistance et à juste titre le statut de membres permanents : c'est le cas du **Japon** (2^e contributeur de l'ONU), l'**Allemagne** (3^e bailleur) ou du **Brésil**.

Entre autres problèmes de l'ONU, **André Lewin** mentionne, dans le journal *Jeune Afrique/L'Intelligent* (n° 2205, du 13 avril 2003), *« les réunions répétitives et les ordres du jour interminables »* de même que *« la prolifération des tâches et des programmes de sorte qu'il est impossible de se concentrer sur les priorités »*.

Conclusion

Après une soixantaine d'années d'existence, l'ONU présente un bilan mitigé. Certaines critiques sont fondées mais il faut reconnaître que l'Organisation a fait des efforts réels (aides, subventions, soutien aux mouvements de décolonisations, solutions de certains conflits, etc.). Aujourd'hui, une réforme de fond s'impose. Face aux nombreuses difficultés de l'ONU, il est nécessaire de prendre des mesures susceptibles d'insuffler une vigueur aux Nations unies car, comme l'affirme **Samantha Power** (Le Monde diplomatique, septembre 2005), *« même si l'ONU a échoué à bannir la guerre, elle demeure indispensable à la recherche de la paix. »*